



Non à l'initiative de résiliation – un danger pour la Suisse

L'essentiel en bref:

- L'initiative de l'UDC « Pas de Suisse à 10 millions ! » nuit à la place économique helvétique. Elle aggrave la pénurie de personnel et prive les entreprises d'une main-d'œuvre dont elles ont besoin.
- L'initiative met en péril la voie bilatérale et donc l'accès privilégié au marché européen.
- Une politique d'immigration durable doit tenir compte des besoins de l'économie. Limiter arbitrairement le nombre d'habitants n'est pas la bonne solution.
- economie suisse s'oppose fermement à cette initiative.

Le Conseil fédéral a publié le message sur l'initiative de résiliation et explique pourquoi il la rejette clairement. economie suisse est du même avis : l'initiative met en péril la voie bilatérale et menace ainsi la compétitivité et l'attractivité de notre place économique. Elle exige en effet, en dernier recours, la résiliation de l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE. En raison de la clause guillotinière, les six autres accords des Bilatérales I tomberaient également. Ce serait un coup dur pour les exportations, la recherche et l'accès aux principaux marchés européens. Cela en des temps de grandes incertitudes au plan mondial.

Une aggravation massive de la pénurie de personnel

Sans la libre circulation des personnes, les entreprises auront davantage de difficulté à recruter le personnel dont elles ont pourtant un besoin urgent. Le domaine de la santé, l'industrie et l'agriculture sont particulièrement concernés. L'aggravation de la pénurie de main-d'œuvre entraînera une hausse des prix, des délais d'attente plus longs et une baisse de l'innovation.

Selon nos **estimations**, il manquera environ 297 000 employés à temps plein dans 10 ans, en raison du départ à la retraite des baby-boomers. De plus, pour maintenir le niveau de prospérité de ces dernières années, nous aurons besoin de 163 000 personnes supplémentaires à plein temps. La Suisse a un réel besoin de l'immigration pour couvrir ses besoins en main-d'œuvre. Pour que cela reste acceptable aux yeux de la population, l'économie doit faire sa part, avant tout en faisant appel de manière optimale au potentiel indigène et en augmentant la productivité.

Une limitation arbitraire freinerait la prospérité

Une politique d'immigration dans l'intérêt du pays doit tenir compte des besoins économiques. Au lieu de miser sur des propositions radicales, il faut trouver des solutions réalistes pour soulager durablement le marché du travail, le logement et les infrastructures.

Un engagement résolu contre l'initiative

economiesuisse s'engage pour la compétitivité de la place économique et pour la prospérité du pays. La faïtière combat avec détermination cette initiative néfaste et lance aujourd'hui la campagne www.resiliation-non.ch.